

Du haut de sa tourelle grise
La vieille cloche de l'Eglise
Annonce par son joyeux bruit
Que bientôt va sonner minuit!
Elle nous dit "Chrétiens, mes frères,
"Accourez offrir vos prières
"Au fils du Seigneur éternel
"Avec moi, répétez: "Noël!"

| 1924 | | DECEMBRE | SOLEIL | |
|---|----|--|--------|------|
| S | D | L | Lev. | Coe. |
| 20 | 21 | 22 | 7 28 | 4 0 |
| QUATRE TEMPS, (Jéne). | | IV DEL'AVENT, 2 cl. Kry, de l'Avant. | 7 28 | 4 0 |
| STHOMAS, apôtre. | | De la féris. A Vép., ant. Rorate, dblée. | 7 29 | 4 1 |
| Vigile de Noël, Messe de la vigile, pr. | | NOEL (d'oblig.) dbl. 1 cl, avec oct. privil. | 7 30 | 4 1 |
| S. Etienne, 1er mart. dbl. 2 cl. | | | 7 30 | 4 1 |
| | | | 7 31 | 4 7 |

Durant les fêtes surtout, il est facile de recruter des abonnés au Bulletin, et de sortir victorieux du concours.

A propos de crédit agricole

Gazette rimée.

"L'Action Catholique" et le "Soleil" enfin d'accord

Chose assez rare, "L'Action Catholique et le "Soleil" viennent de tomber d'accord.

C'est au sujet du Crédit Agricole. Commentant un article de tête du "Soleil", intitulé "A propos de crédit agricole", Louis Arneau, qui depuis des années traite des questions d'économie rurale dans l'Action Catholique, dont il est d'ailleurs le principal rédacteur agricole, croyons-nous, écrit l'article suivant, que nous reproduisons en entier, lui conservant jusqu'à son titre.

C'est notre avis

Le "Soleil" vient de faire une bonne action.

Sous le titre "A propos de Crédit agricole," en page de rédaction, il a publié le 17 novembre un article très juste qui mérite d'être signalé.

Nous le faisons volontiers et avec d'autant plus de plaisir que les idées qu'il énonce sont les nôtres depuis 20 ans, et que, depuis sa naissance notre page n'a cessé de les répéter.

Le "Soleil" écrit donc:

"Il y a trois ans à peine, le gouvernement d'Ontario instituait un commencement de crédit agricole et, pour se pourvoir de fonds nécessaires, créait une caisse d'économie spéciale, qui devait payer un intérêt de 4 pour cent aux déposants.

Ce taux élevé de l'intérêt a forcé le gouvernement à exiger plus pour les prêts faits aux agriculteurs, que si l'intérêt régulier de 3 pour cent était resté en vigueur.

Cette raison semble avoir déterminé le gouvernement à réduire de un pour cent le taux payé jusqu'à présent.

On prétend même que la loi du crédit agricole sera abrogée avant longtemps. La diminution de l'intérêt à la Caisse d'épargne ne serait que le premier pas vers une abolition complète.

Ce fait peut servir d'enseignement.

La création d'un crédit agricole gouvernemental est sujette à des modifications constantes qui enlèvent de la valeur à son fonctionnement.

Les Caisses populaires organisées dans notre province ont l'avantage d'une plus grande stabilité.

Les changements de gouvernements, l'état des finances provinciales ne peuvent les affecter, et c'est au bénéfice des emprunteurs.

Quelques changements de détails, un contrôle sévère des opérations, rendront ces Caisses toujours très sûres et très propices aux agriculteurs et aux ouvriers.

Elles ont cet avantage particulier de "retenir à la campagne les économies qui proviennent de la terre et de la petite industrie."

Nous croyons qu'à l'heure présente, elles offrent ce moyen le plus pratique d'aider à l'agriculture et à la colonisation.

C'est nous qui avons signalé certains passages.

Quelques chiffres pour prouver la justesse de cet article.

Sait-on qu'en pleine crise financière, en 1921, les Caisses populaires ont fait au peuple agricole et ouvriers 14983 prêts?

Sait-on que pour cette seule année, les montants prêtés se sont élevés à \$4,248,725.23? Lisez bien, quatre millions, deux cent quarante-huit mille piastres.

Sait-on que les dépenses totales de l'administration n'ont été que de \$54,026.81 pour un chiffre d'affaire de \$15,361,962.06? Le salaire de Samuel Gompers, président de l'Internationale Américaine!

Sait-on que les surplus qu'ont certaines Caisses sont prêtés aux corps municipaux, aux fabriques et aux commissions scolaires à des taux abordables, et que partant, là encore, c'est le petit peuple qui jouit de leur bienfaisante action.

Sait-on que certains aveugles... intéressés leur font ou veulent leur faire une guerre insensée?...

Sait-on?...

Mais, assez.

L'organe du gouvernement de la province de Québec donne un

Au poulailler

Grève en perspective

Dans mon poulailler sanitaire,
Elles gagnent un bon salaire,
Mes poules! Merveilleux troupeau!
Elles ne manquent jamais d'eau
Et reçoivent la nourriture
Qu'avec sagesse je mesure.
Je combats vaillamment les poux
Sur elles et sur leurs époux.
Je chasse également les mites
Et tous les malfaisants ermites,
Et je me dois de conserver
Leurs beaux œufs pour vendre ou couvrir

Car du profit que j'en retire,
Je paye mes dus sans rien dire.
Avec l'argent de mes oiseaux
Je fais instruire mes jumeaux
Ainsi que ma petite fille
Le bel ange de ma famille.
Quand on m'oblige à les plumer,
Je vois combien je peux aimer
Mes belles et charmantes poules
Qui cacassent comme des fous:
Elles sont toujours au travail
Et ne brisent jamais leur bail.

Mes oiseaux ne font pas de grève
Comme l'homme qu'un rien soulève.
Se pourrait-il qu'un jour d'hiver
Un fin démon sorti d'enfer



L'occasion de Noël et du Jour de l'An, nous sommes heureux d'exprimer à notre clientèle et à nos amis les vœux très sincères de bonheur et de succès que nous formons pour eux.

V. DIONNE & FILS

Importateurs de fournitures de Beureries et Fromageries.

St-Georges, Beauce Qué.

Ne leur conseille la révolte
Et fasse manquer ma récolte!
Que faire si quelque vieux coq
Veut les organiser en bloc
Dans le but de hausser encore
Les gages de chaque pécore?
Ce jour est-il proche, est-il loin?
En attendant, j'en ai bien soin!

GEORGE O.

témoignage non équivoque de la confiance qu'il a au travail efficace accompli par les Caisses populaires, et, il désapprouve le crédit étatique.

Il est de notre avis.

Comme le dit si bien l'économiste Nicholson, l'Etat ne doit pas "faire", ni "laisser faire", mais, "aider à faire".

Telle est la vraie méthode.

La vraie liberté d'allure ne consiste pas à ce que le gouvernement s'abstienne d'intervenir, mais à ce que cette intervention se produise de façon à assurer la libre activité des énergies naturelles et donner la certitude que chaque individu pourra recueillir et garder les fruits de sa propre industrie. (C. cf. C. P. Nicholson page 39).

De son côté, le congrès International de Paris de 1900 conclut l'un de ses vœux comme suit:

"Le rôle de l'Etat en l'espèce, se limite à "faciliter l'expansion des associations de crédit populaire par une législation de crédit populaire par une législation libérale—c'est fait dans notre province depuis 1906—; à encourager "même par des subventions la diffusion" des principes et des avantages de la coopération, à éviter dans sa politique économique tout ce qui pourrait ébranler les bases des associations: initiative privée, administration autonome, responsabilité C'est là notre avis.

Louis ARNEAU.

Les Caisses populaires Desjardins.—Pour faire ressortir encore plus la justesse des réflexions de Louis Arneau relativement au crédit populaire et au crédit agricole, mentionnons les chiffres suivants mis au jour le 10 courant à Lévis à l'occasion du 2e congrès régional annuel des Caisses Desjardins. Les 42 caisses affiliées à la Caisse centrale de la région possèdent un actif de plus de trois millions de dollars. Toutes ces caisses ont été inspectées avec soin. La caisse centrale ne fonctionne que depuis quatre mois et cependant sur les dix-huit caisses affiliées, quinze y déposent une partie de leur encaisse liquide. Les prêts en vigueur sont actuellement de \$24,000.00 et les bénéfices pour les quatre mois s'élèvent à \$700. On a déclaré un dividende de 5% sur les parts sociales.

M. l'abbé Grondin apprit à l'assemblée que, dans l'Etat de New-York, les coopérateurs qui ont reçu les visites et les conseils désintéressés du commandeur Desjardins ont élevé un buste à ce grand homme méconnu. Espérons que les compatriotes du fondateur des Caisses populaires songeront bientôt à lui exprimer leur reconnaissance d'une manière publique et permanente.

18

18

18